

LA FRANCOPHONIE EN AFRIQUE DU SUD

Pays relativement riche, disposant d'infrastructures économiques solides, l'Afrique du Sud est considérée comme le seul pays « émergent » d'Afrique, même si opulence et pauvreté se côtoient parfois sur des espaces restreints (Butler A., 2004). Produit d'une histoire tourmentée, sortie par « le haut » et de façon quasi miraculeuse d'une impasse où l'avait placée une politique ségrégationniste et raciste, l'Afrique du Sud a démantelé, sous la houlette du Congrès National Africain (ANC) et de son leader emblématique, Nelson Mandela, l'arsenal des règlements – grands et petits – qui régissaient le système de l'apartheid pour devenir une démocratie multiraciale au début des années 1990. Elle applique désormais le droit international et affiche son respect pour les valeurs universelles et les droits de l'Homme. Elle prône une diversité culturelle et linguistique, reflet de sa population (79 % de Noirs, 10 % de Blancs, 8,5 % de Métis, 2,5 % d'Indiens), diversité qui fut trop longtemps contrariée. Mais elle sait aussi user du large spectre qu'offre le concept de diversité en s'intéressant à l'institution de la Francophonie, moins peut-être pour l'usage de la langue que pour le plus grand bénéfice de son commerce et de sa diplomatie, tous deux très dynamiques sur le continent africain.

Assimilation, langue et apartheid

L'histoire sud-africaine montre combien la diversité culturelle et linguistique fut niée sur le temps long, qu'il s'agisse du contact avec les premiers occupants khoïsan (appelés hottentots par les Européens) au XVI^e siècle, de l'assimilation des huguenots français à compter de 1688 voire de l'obligation d'user de l'afrikaans comme médium d'instruction dans les *townships* noirs de la province du Transvaal en 1976.

Comme partout ailleurs, les premiers contacts avec les circumnavigateurs européens ont souvent été placés sous le signe de la spoliation et de la violence légitimes, administrées au nom de Dieu et de monarques lointains.

Plus tard, en 1688, le gouverneur de la colonie du Cap, Simon van der Stel intercala savamment les huguenots français, chassés par la révocation de l'Édit de Nantes, avec des colons hollandais pour les obliger à parler, à prier et à communiquer avec les autorités en néerlandais (Davenport R. et Saunders C., 2000), une solution si radicale qu'en moins de trois générations, l'usage du français disparut¹. Puis en 1976, autant dire hier, l'emploi obligatoire de l'afrikaans, créole dérivé du néerlandais, comme médium d'instruction dans les écoles des *townships* du Transvaal allait propager un mouvement de révolte de masse. L'injonction de l'usage de cette langue était perçue comme une sorte de double peine, s'ajoutant aux dispositifs de casernement en vigueur pour les non-Blancs (Group Areas Act, 1950).

La constitution ou l'éloge affiché de la diversité

Des événements aussi chargés de sens, quoiqu'éloignés dans le temps, expliquent sans doute qu'en 1996, la constitution définitive de la Nouvelle Afrique du Sud fasse œuvre de rédemption et favorise la diversité culturelle et linguistique. Les constituants consacrent la moitié d'un préambule de deux pages à l'usage des langues dont onze sont reconnues comme officielles, soit, par ordre décroissant du nombre de locuteurs, le zoulou, le xhosa, l'afrikaans, le sotho du Nord, l'anglais, le sotho du Sud, le tsonga, le venda, le swazi et le ndebele. L'État, les provinces et le pouvoir local doivent concrètement promouvoir leur usage, en rédigeant tous les actes administratifs en deux des langues mentionnées au moins. Toutes doivent être traitées de manière équitable, une façon de signifier que l'anglais et l'afrikaans devaient rentrer dans le rang. Des dispositions annexes stipulent ensuite que les langues rares parlées par les Khoi, Nama et San, occupants originels, nomades et pasteurs, de l'arrière-pays du Cap doivent être promues, et que des conditions favorables à leur usage doivent être mises en place. D'autres langues encore doivent être protégées, car utilisées par des communautés participant à la diversité du pays et identifiées en tant que telles : l'allemand, le grec, le gujarat, l'hindi, le portugais, le tamil, le telegu et l'urdu, nonobstant l'arabe, l'hébreu et le sanscrit pour un usage religieux.

Ce préambule linguistique appelle quelques remarques : sa longueur et sa place sont inhabituelles et le classement des langues en rubriques – officielle, encouragée, protégée, d'usage religieux – quelque peu surprenant. Cette forme d'affirmation de la diversité culturelle et linguistique de la nouvelle nation arc-en-ciel² devait contrebalancer la domination exercée par l'afrikaans et par l'anglais, cette dernière langue jouissant d'un prestige particulier, notamment dans la population noire, car sa bonne maîtrise ouvre les portes de la réussite et de l'argent, bien que son usage, «étroitement corrélé aux degrés d'éducation et d'urbanisation» (Bouillon, 1999), soit limité comme langue parlée au foyer à 9 % seulement des ménages. De leur côté, les Afrikaners, très soucieux de la conservation de leur culture, méprisent souvent la langue anglaise, considérée uniquement comme la langue du commerce, même s'ils la maîtrisent en général parfaitement, du moins dans les villes ! Tous cependant s'accordent à souligner le caractère intégrateur de l'usage de l'anglais, dans une société sud-africaine très fragmentée, qui permet une entrée de plain-pied dans la mondialisation.

Le choix de la « biodiversité linguistique » s'opère cependant au prix de complications infinies, rendant ingérable le quotidien administratif (Smith, 2003). Mieux encore, les nouveaux identifiants gouvernementaux de l'Afrique du Sud, qui figurent sur les en-tête des documents officiels ou au verso des pièces de monnaie, sont soulignés d'une devise : !ke e:/xarra //ke, écrit dans une langue khoïsan, et plus précisément celle du peuple /Xam, qui n'est plus parlée à l'heure actuelle. Cela signifie littéralement « divers peuples s'unissent », plus sobrement traduit par « l'unité dans la diversité ». Ressusciter une douzième langue quand on en dispose déjà de onze officielles n'est pas sans rappeler l'usage encore fréquent du latin en Occident dans les mêmes circonstances.

Les francophones en Afrique du Sud

On aurait pu penser que le français puisse bénéficier dans la constitution d'un statut protégé, similaire à celui de l'allemand, du grec ou du portugais, mais des circonstances historiques particulières – on l'a mentionné plus haut – avaient eu raison de la communauté de langue française initiale. Aujourd'hui, les effectifs de la communauté française en Afrique du Sud sont estimés à 8000 personnes (dont une moitié est immatriculée auprès des consulats français) et ceux de l'immigration africaine francophone représentent une minorité, par rapport à l'ensemble des étrangers résidant dans le pays. Mais cette minorité est tout à la fois « éminemment urbaine, économiquement entreprenante, relativement qualifiée et porteuse de différences culturelles » (Bouillon, 1999).

Toutefois, en 1996, cette communauté est encore trop jeune pour que le législateur songe à protéger sa langue.

L'arrivée de la communauté africaine francophone date de la fin des années 1980, et ne prend véritablement son essor qu'au milieu des années 1990, années qui correspondent non seulement à l'émergence de la nouvelle Afrique du Sud et aux innombrables espoirs qu'elle suscite, mais encore, et concomitamment, à la déliquescence accentuée des pays francophones proches (Congo-Kinshasa, Rwanda, Burundi). La conjonction des deux phénomènes explique un afflux de réfugiés économiques (auxquels les autorités sud-africaines ont souvent accordé le statut de demandeurs d'asile), dont ont pu profiter, par un effet d'aubaine, d'autres migrants, notamment les commerçants sénégalais de la confrérie mouride – dont les vertus principales sont le travail et l'esprit d'entreprise – qu'on retrouve partout en Afrique voire en Europe et qui sont spécialisés dans le commerce « des produits de consommation touristique : masques, statuettes, objets d'art africains » (Vigouroux, 1999). D'abord composée de personnes très qualifiées et aisées (médecins, comptables, ingénieurs, enseignants, informaticiens), la migration s'est ensuite élargie aux classes moyennes voire populaires (Bouillon, 1999). Tous ne retrouvent pas un emploi correspondant à leurs compétences, mais tous mentionnent, comme cause de leur départ, des conditions de vie aggravées (arriérés de salaires, prébendes de toute nature, dégradation du système de soins et d'éducation), liées au marasme économique et aux troubles sociaux et politiques, eux-mêmes conséquences de mise sous tutelle de l'État par le biais de sévères politiques macro-économiques d'ajustement structurel. Si les migrants continentaux francophones perçoivent souvent l'Afrique du Sud comme un pays « plus proche, moins difficile, moins cher » (Kadima, 1999), ils le voient surtout comme une étape à franchir sur une longue trajectoire devant les conduire vers des destinations plus attractives, comme l'Europe ou l'Amérique, où leurs demandes sont rendues plus acceptables, parce que rédigées depuis Pretoria, capitale d'un pays à la notoriété et à la respectabilité rétablies, et où ils ont acquis, de surcroît, une expérience professionnelle reconnue, condition nécessaire, quoique pas toujours suffisante, pour la suite du voyage !

Le retour dans le concert des Nations : l'arme de la diversité culturelle

La diversité culturelle et linguistique, a été affirmée depuis longtemps dans tous les manifestes de l'ANC. En juin 1955, la « Charte de la Liberté », adoptée au Congrès du parti, tenu à Kliptown, Soweto, proclamait comme objectif « une nouvelle Afrique du Sud, unie, non raciale et démocratique, appartenant à tous ceux qui y vivent » : une déclaration aujourd'hui inscrite dans le marbre de la loi, à défaut d'être vérifiée dans les faits. Cette déclaration doit toutefois être placée dans un contexte plus large, où elle ne représente qu'un élément parmi d'autres de politiques publiques englobantes (emploi, logement, santé, accès aux services) dites d'« affirmative action », concept qu'on peut rendre par un « rééquilibrage au profit des communautés historiquement défavorisées ».

L'exaltation de la diversité montre que derrière les grands principes d'une telle déclaration, se cachent parfois des desseins beaucoup plus mercantiles relayant le dynamisme politique et économique, voire l'activisme, que manifeste l'Afrique du Sud sur la scène internationale. De pays-*paria* (dont les avions devaient contourner le continent africain, via les îles du Cap-Vert, pour se rendre en Europe), l'Afrique du Sud est devenu un pays-*leader* : hôte du sommet de la Terre de l'ONU, tenu à Johannesburg en 2002, premier hôte africain de la coupe du monde de football en 2010, promoteur avec le Nigeria, le Sénégal et l'Algérie du *Nepad* (New Economic Partnership for African Development) dont l'ambition voudrait troquer bonne gouvernance en Afrique contre aide des pays du Nord, initiateur de l'Union africaine (UA), créée sur les cendres de l'OUA, apôtre d'une « renaissance africaine », elle est aussi un pays très engagé dans la résolution des conflits locaux, notamment en Afrique francophone (RDC et Burundi). Mais l'Afrique du Sud intervient aussi comme un marchand d'armes très sollicité, notamment par les pays du Sud, l'Inde ou l'Algérie par exemple, aux prises avec un conflit sanglant. Et ces grands principes fortement affichés deviennent alors un argument mercatique qui gomme le handicap moral généralement attaché à ce genre de commerce.

L'ubiquité sud-africaine, sur son continent d'appartenance qu'elle a réintégré politiquement et économiquement il y a une décennie, est très largement vérifiée. Elle exporte massivement ses produits manufacturés et contribue de fait à détruire les appareils productifs de ses voisins. Elle contrôle les intérêts miniers de bien des pays, francophones (Congo-Kinshasa, Côte d'Ivoire, Mali, Burkina Faso) ou non ; elle est actionnaire majoritaire dans les réseaux de téléphonie mobile, bancaires ou aériens (notamment en Afrique du l'Ouest). Cette situation présente toutefois un inconvénient : les pays « amis et frères » soupçonnent l'Afrique du Sud de se comporter en « super-puissance » régionale.

Cette expansion nécessite effectivement de la part des expatriés sud-africains, placés aux avant-postes, de ne plus se cantonner à l'usage de l'anglais, mais à celui d'autres langues – dont, de plus en plus, le français – pour communiquer, pour commercer ou pour commander. On comprend mieux pourquoi les cours dispensés dans les alliances françaises, notamment celle de Johannesburg, la capitale économique du pays, rencontrent un réel succès auprès des entreprises exportatrices, mais aussi auprès des ministères, notamment celui des Affaires étrangères ou de l'Intérieur, qui souhaite que des fonctionnaires de police puissent réguler le flux parfois illégal de certains migrants francophones. Et qu'ils puissent le faire en français !

Du bon usage de l'entre-deux

Le contexte actuel montre donc que l'Afrique du Sud a beaucoup plus d'intérêts géopolitiques dans la sphère francophone qu'une approche superficielle pourrait le laisser croire, que son statut de puissance régionale, situé dans un entre-deux fait de bons principes et de solidité économique qu'elle offre le statut de pays émergent, la pousse probablement à souhaiter embrasser la mondialisation, et plus précisément à intégrer toute institution multilatérale, y compris celle de la Francophonie : une attitude compréhensible de la part de dirigeants responsables et de leurs mandants qui ont soif de s'ouvrir au système-monde après que leur pays eut été si longtemps banni et exclu par la communauté internationale. Paradoxe de cet intérêt porté à la Francophonie : il suscite beaucoup d'inquiétudes dans la sphère économique française qui redoute de voir ses parts de marché africain rognées, surtout si le personnel des sociétés sud-africaines, de plus en plus issu des communautés noires, parlait de surcroît le français !

Dans ce « trou noir » de la mondialisation qu'est devenu le continent africain, un stéréotype consiste à dire que deux puissances s'intéressent encore à l'Afrique : l'Afrique du Sud d'une part et la France de l'autre, mais un sentiment général prévaut : l'influence de la première s'accroît inexorablement alors que se rétracte parallèlement celle de la seconde. On aura compris que l'adhésion de l'Afrique du Sud à la Francophonie ne représente pas seulement la manifestation d'un

intérêt porté à la diversité culturelle (telle qu'exaltée dans la constitution), elle est surtout un outil opérationnel au service des ambitions régionales de son commerce et de sa diplomatie. Les autorités politiques, comme les entrepreneurs locaux ou internationaux, favorisés par des politiques publiques d'africanisation de l'emploi et du capital, ont pour objectif d'élargir l'hinterland sud-africain en Afrique. Cette dérive de la Francophonie mise à ce service illustre surtout le détournement d'un instrument de partenariat dans le domaine de la langue et de la culture, mis à profit pour des buts nettement plus marchands dans le contexte d'une mise en compétition acharnée que la mondialisation, assumée ou subie, impose à tous les pays.

NOTES

1. Les seuls vestiges de cette époque restent les patronymes que portent leurs descendants : les familles du Toit, Duplessis, Labuschagne, Joubert, Lombard ou les quelques toponymes des exploitations vinicoles qu'ils ont fondées : La Brie, la Provence, la Motte, l'Ormarins sans oublier Franschoek, qu'on traduit par «le coin des Français», bourgade de la province du Cap occidental, qui abrite un musée des huguenots et arbore, pour le folklore) quelques drapeaux bleu-blanc-rouge.
2. Concept créé par Mgr Tutu, ancien archevêque anglican du Cap, prix Nobel de la Paix et combattant du mouvement anti-apartheid de la première heure pour désigner la nouvelle Afrique du Sud multiraciale.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BOUILLON A., (éd.) *Immigration africaine en Afrique du Sud, les migrants francophones des années 1990*, Paris, IFAS-Karthala, 1999.

BUTLER A., *Contemporary South Africa*, New York, Palgrave Macmillan, coll. Contemporary States and Societies, 2004.

DAVENPORT R. et SAUNDERS C., *South Africa, a Modern History*, Londres, Macmillan Press, 2000.

KADIMA D., « Motivations à l'émigration et activités économiques des immigrés congolais (RDC) en Afrique du Sud », in BOUILLON A., (éd.) *op. cit.*, p.103-123.

SMITH S., *Négrologie*, Paris, Calmann-lévy, 2003.

VIGOUROUX C., « J'ai trop de langues dans ma tête, enquêtes sur les pratiques et les représentations linguistiques des migrants africains francophones de la ville du Cap », in BOUILLON A., (éd.) *op. cit.*, p.171-199.